

On est plogué sur la France éternelle
depuis 1977

Le Délite

26

V89_N25

Montréal, le mardi 9 novembre 1999

UN
entretien
avec Yves
Beauchemin

PHOTO MARTINE DOYON

CAMPUS

Des étudiants «en cavale» dans les rues
p. 12

CINÉMA

Rien sur Robert: Luchini!
p. 6

La guerre prend fin

par marcelo garcia

Une décision de la Cour supérieure du Québec rendue publique le 5 novembre a donné fin à une bataille souvent cynique et même vicieuse entre le conseil d'administration d'Air Canada et la compagnie Onex sur la restructuration de l'industrie civile canadienne.

Ainsi, le juge André Wery déclarait que l'offre d'achat du conglomerat torontois Onex était illégale en tenant compte de la limite actuelle de 10 p. cent imposée par la loi en ce qui concerne les actions votées du transporteur aérien pouvant être détenues par un seul actionnaire ou une société. Il faut rappeler qu'Onex désirait détenir près de 35 p. cent des actions de la «nouvelle Air Canada».

La réponse de la Cour supérieure du Québec sur l'illégalité de l'offre d'Onex ouvre la porte à une réflexion sur le rôle de la loi et du gouvernement dans toute cette affaire. D'une part, cette décision nous démontre l'importance des lois «régulatrices» dans un contexte de libre marché. D'autre part, elle nous suggère que les lois exercent encore un grand pouvoir dans certains conflits touchant toute une société comparativement aux parlementaires, ce qui est plutôt positif.

Avant tout, il semble très évident que la Cour supérieure du Québec a joué un grand rôle dans ce dénouement à l'avantage de l'actuel conseil d'administration d'Air Canada et de son président M. Robert Milton. Si nous analysons l'attitude du ministre des Transports du Canada, David Collenette, il est clair que son ton mou et ses positions ambiguës vis-à-vis de cet important dossier ont laissé le libre marché jouer son rôle, et de très belle façon. M. Collenette, en annulant l'article 47 de la loi canadienne sur la concurrence pendant 90 jours aura permis aux actionnaires de voir monter le prix de leurs actions de 7\$ jusqu'à 11\$ et de se voir offrir le rachat de ces dernières jusqu'à 17,50\$ par Onex. Pendant presque 90 jours, l'argent a coulé à flots et les offres présentées dans les principaux quotidiens canadiens ont changé à quatre reprises.

Attitude douteuse

Mais quel était le fond de tout ce théâtre? Les actionnaires, les consommateurs, les employés, le gouvernement canadien ou les acteurs internationaux comme American Airlines et United Airlines qui se sont montrés discrètement tout au long de ce conflit?

D'une perspective morale, le rôle qu'a joué le gouvernement canadien est très

douteux, surtout lorsqu'il s'agit de penser à favoriser les intérêts des citoyens. En prenant une position extrêmement ambiguë sur la possibilité de changer la loi du 10 p. cent énoncée plus tôt dans l'article, M. Collenette laissait la porte ouverte aux ambitions d'Onex et installait un climat d'incertitude dans la population canadienne. Le ministre des Transports n'a jamais exprimé clairement les intentions du gouvernement dans ce dossier. De plus, il n'a jamais expliqué les conséquences d'un changement à la loi du 10 p. cent sur l'industrie de l'aviation canadienne et sur les consommateurs. Bref, M. Collenette a laissé des enjeux importants de cette restructuration dans les mains du marché et n'a même pas agi en tant qu'informateur auprès des ses électeurs. Cette ambiguïté rime avec irresponsabilité. Évidemment, l'opportunisme est au rendez-vous et déjà le chef du bloc québécois, Gilles Duceppe, demande la démission de M. Collenette parce que celui-ci aurait manqué de leadership. Bien que le gouvernement libéral semblait avoir quelques relations «amicales» un peu douteuses avec le président d'Onex, M. Schwartz, l'analyse simpliste qui se résume à accuser les libéraux de favoritisme risque d'être un outil pour des entrepreneurs politiques qui cherchent une façon de justifier leur rôle au parlement canadien. Face à cette situation, il s'avère donc nécessaire d'examiner le rôle des institutions comme la Cour supérieure du Québec.

La victoire des tribunaux

Dans ce conflit opposant Air Canada et Onex, la justice est venue du bon endroit et les parlementaires ainsi que les puissants lobbies n'ont eu qu'à se plier à la décision du juge Wery. Dans cette bataille, le juge Wery a tenu compte de la loi du 10 p. cent telle qu'elle est au moment présent et a évité de tomber dans le piège de supposer que la loi pourrait être modifiée éventuellement. L'existence de cette loi a sauvé Air Canada et a fait comprendre à Onex que la malléabilité de certains parlementaires n'avait pas le dernier mot dans ce dossier et que l'argent ne pouvait pas faire bouger les lois si facilement.

Enfin, ce conflit n'a pas seulement enrichi les actionnaires d'Air Canada, mais a aussi montré les limites des parlementaires face aux effets du libre marché et l'importance des tribunaux dans la résolution des conflits. Cet épisode de l'industrie de l'aviation canadienne peut nous faire réfléchir sur le rôle des lois «régulatrices» et des tribunaux lorsque le gouvernement doit défendre sa crédibilité, satisfaire des intérêts particuliers et se faire réélire. Je propose un débat sur la limite de nos gouvernements dans les conflits économiques touchant la société dans les prochaines années. ☉

Une droite sur la gauche

par françois caron

L'affaire a défrayé la chronique en France la semaine dernière : Dominique Strauss-Kahn (DSK), ministre de l'Économie et des Finances, numéro 2 du gouvernement Jospin, a annoncé sa démission ce mardi 2 novembre, «pour mieux se défendre face aux accusations dont il fait l'objet».

L'affaire commence il y a plus de deux ans, lorsqu'une commission parlementaire est chargée d'enquêter sur le système de la MNEF (Mutuelle Nationale des Étudiants de France) et sur ses nombreuses filiales. Le rapport est accablant et les têtes commencent à tomber.

D'abord celle de l'ancien directeur général de la MNEF, Olivier Spithakis, qui détient plus de 30 comptes bancaires en Europe, puis celle du directeur de Raspail Participation et Développement (RPD), Philippe Plantagenest, qui est le premier à mettre en cause DSK le 14 octobre.

Celui-ci aurait touché 603 000 F (150 000 dollars) pour une prestation d'avocat-conseil entre 1994 et 1996 lors de l'entrée du conglomerat français Vivendi dans le capital de RPD. Bien plus que la rémunération – peu dispendieuse pour un avocat parisien – c'est le fait que des documents aient été maquillés, a posteriori pour la justifier, qui dérange. L'effectivité du travail ne semble néanmoins pas être contestée. Face à la pression et après un long entretien avec le premier ministre Lionel Jospin, DSK a donc préféré quitter Bercy, siège du ministère de l'Économie et des Finances.

Ce qui est inquiétant dans cette affaire, c'est surtout que la présomption d'innocence soit ainsi bafouée par les magistrats. Interrogé à ce sujet par le Délit français lors d'une conférence à l'UQAM, Philippe Séguin, ancien président du RPR (principal parti d'opposition), a déclaré «regretter que, tout comme pour deux de [ses] amis,

Michel Roussin et Gérard Longuet, la présomption d'innocence soit ainsi désavouée». Ces deux ministres du gouvernement Balladur avaient en effet dû démissionner en 1994 pour ensuite être blanchis par la justice. Il semble que les magistrats aient désormais pouvoir de vie ou de mort sur les hommes politiques, ce qui vient remettre en cause l'efficacité du projet de loi Guigou sur l'indépendance judiciaire vis-à-vis de l'exécutif. Un des principaux magistrats en charge du dossier MNEF vient en effet d'être brutalement muté (coïncidence?).

Au-delà du système judiciaire, c'est l'image de la France qui est ternie, à la veille des négociations de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, que préparait activement DSK. Celui-ci donnait en effet l'image du «libéraliste» de gauche, d'une certaine orthodoxie à la française.

Germanophile, il avait énormément renforcé l'amitié franco-allemande (son homologue allemand lui a d'ailleurs présenté des «remerciements infinis») et savait séduire les milieux d'affaires et financiers. Leur hommage est d'ailleurs unanime et le secrétaire



Dominique Strauss-Khan

américain au Trésor «perd un ami et un collègue de valeur». DSK avait en effet été l'un des moteurs de l'euro et le garde-fou du gouvernement face aux marchés, notamment dans le récent dossier de la fiscalité des options d'achat sur les actions allouées aux cadres supérieurs.

Enfin, après les déclarations ce jeudi du communiste Maurice Gremetz, incriminant trois autres élus du Parti Socialiste (dont le secrétaire général du parti), c'est toute la stratégie de Jospin qui semble pour la première fois remise en cause. Outre une «majorité plurielle» de plus en plus instable, la démission de DSK vient contrecarrer les plans du premier ministre, qui voyait déjà pour lui la mairie de Paris (où le chevalier blanc DSK aurait eu une image vertueuse face aux multiples affaires de corruption dont font l'objet l'actuel maire RPR Jean Tiberi et son épouse).

Ironie du sort, alors que DSK annonçait sa démission ce mardi, l'Académie Goncourt décernait son prix à Jean Echenoz, pour son livre *Je m'en vais*. ☉

Christian Sautter: un remplaçant aux antipodes

Le remplaçant n'a pas tardé à être nommé. Il s'agit de Christian Sautter, l'ancien secrétaire d'état au budget de DSK. La nuit et le jour disent certains. Face à l'homme d'affaires DSK, l'universitaire Sautter. L'ancien secrétaire de l'Élysée et coordonnateur de la campagne Mitterrand de 1988 (qui le jugeait «trop raide») est en effet moins souple avec les entreprises. Peu habitué au dialogue, il manque cruellement de charisme et de séduction face aux pays étrangers. Polytechnicien, il a obtenu un grand nombre de fonctions étatiques sans jamais passer devant l'épreuve suprême du suffrage universel. Signe d'un manque de confiance en lui?

Que faire de l'immigration?

par isabelle gagné

Le gouvernement fédéral constatait la semaine dernière que ses objectifs en matière d'immigration ne seront pas encore atteints cette année.

De 180 000 actuellement, le gouvernement aimerait voir le nombre d'immigrants passer à 300 000 (soit 1 p. cent de la population), selon les objectifs énoncés dans son livre rouge. Au Québec, il semble que le gouvernement souverainiste se contente de sa part de 15 p. cent des immigrants canadiens. Or, le Québec devrait, plus que toute autre province, revoir à la hausse son taux d'immigration, et ce pour remplir deux de ses principaux objectifs, soit maintenir son poids démographique au Canada et conserver son visage francophone à l'intérieur même de la province.

Avec une croissance démographique naturelle qui sera nulle dès 2020, les gouvernements fédéral et provinciaux ont tout intérêt à miser sur l'immigration pour assurer le maintien de la population. Des scores similaires à ceux des dernières années ne suffiront pas. C'est généralement un fait reconnu, sauf par ceux qui croient encore que les immigrants «volent nos jobs» et qu'ils s'accrochent aux programmes sociaux. Deux mythes tenaces qui ont au moins l'intérêt de nous rappeler à l'ordre: si la hausse des arrivées n'est pas jumelée à des politiques d'intégration plus efficaces, les 300 000 immigrants qui passeront nos douanes ne contribueront qu'aux ghettos où ils s'établiront, que ceux-ci aient la splendeur de Vancouver Nord ou la crasse de Parc-Extension.

Au Québec, les questions d'immigration sonnent une cloche qui fait office de clai-ron comparé à la sonnette que le reste du Canada agite. Si le Québec affirme remplir depuis quelques années ses objectifs en matière d'immigration, c'est que sa part est plutôt mince (environ 29 000 immigrants en 1999). Au lieu de miser sur le nombre, il resserre plus que jamais les critères de sélection. Reste que le Québec ne semble que commencer à comprendre les enjeux véritables de l'immigration. On avait compris depuis longtemps le défi posé par l'intégration, mais on l'a toujours formulé en termes de problème. Aussi ne doit-on pas être surpris si on s'est fié presque uniquement aux lois linguistiques pour relever le défi... ou amoindrir le mal, selon leur vision.

Les démographes prédisent que les francophones seront minoritaires sur l'île de Montréal d'ici 20 ans. D'autres figures plus alarmistes parlent de 2005 comme du point de non-retour. Cette perte de terrain ne se fait toutefois pas au profit des anglophones: depuis 1996, la taille de la communauté allophone dépasse celle des anglophones au Québec (près de 10 p. cent contre moins de 9 p. cent). Les allophones s'intègrent, il faut le dire, de mieux en mieux à la culture francophone du Québec, sans doute grâce



à la conjugaison de la loi 101 et de la politique provinciale sur l'immigration. Reste que seulement 40 p. cent de l'ensemble des allophones montréalais choisissent le français, selon les données de 1996.

Pour parer à la défrancisation de l'île, outre des politiques fiscales avantageuses qui favoriseraient le retour des francophones ayant migré vers la banlieue, ce sont les immigrants qui pourraient bien sauver la face de Montréal... et sa langue.

Outre la position du français à l'intérieur même du Québec, sa position au sein du pays est aussi en jeu: au rythme actuel, les Québécois ne représenteront plus que de 16 à 20 p. cent de la population canadienne en 2100, contre 49 p. cent pour les Ontariens. Et comme on ne fait pas de cadeaux en politique, c'est uniquement en conservant un poids démographique considérable que le Québec pourra espérer avoir son mot à dire. Le concept des deux nations fondatrices aura un air de plus en plus théorique à mesure que se creusera l'écart.

Le taux de natalité étant sensiblement le même au Québec qu'ailleurs au pays, c'est l'immigration qui pèse dans la balance. Depuis 10 ans, l'Ontario accueille 55 p. cent des immigrants, contre 15% au

Québec.

De plus, le déficit migratoire du Québec dépasse les 10 000 personnes chaque année. Il faudrait tripler le nombre d'immigrants pour «assurer simplement la stabilité du nombre d'habitants au Québec» selon le démographe Marc Terrotte. Décidément curieux que le PQ ne semble que commencer à s'intéresser à la question!

Québec privilégie déjà les immigrants qui maîtrisent le français, et veut accroître leur proportion de 44 p. cent présentement à 50 p. cent en 2002. Pour ce faire, Québec doit pouvoir sélectionner la majorité des immigrants, au lieu d'un peu moins de la moitié comme c'est le cas présentement. Tant que la province continue d'être un asile pour un nombre considérable de réfugiés et que la sélection de francophones n'abaisse pas la qualité des arrivants (par exemple en sélectionnant un Français paumé plutôt qu'un diplômé universitaire russe), cette mesure demeure légitime.

Cependant, la sélection ne suffit pas et, surtout, a ses limites. L'intégration des non-francophones doit être l'objectif principal. Robert Perreault, le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, à Québec, annonçait la semaine dernière la métamorphose des COFI, ces centres d'intégration et de francisation des immigrants. Métamorphose imminente: seulement 15 p. cent des immigrants qui contactent un COFI réussissent le cours de français. Les Carrefours d'intégration qui les remplaceront ne doivent plus se contenter d'être des dispensateurs de cours de français. Ils doivent non seulement intégrer géographiquement les immigrants en ne les confinant pas à l'écart des institutions comme le faisaient les COFI, mais aussi les mettre en contact avec les ressources du milieu.

Même si le Québec affirme atteindre ses objectifs numériques, il serait souhaitable qu'il les revoie à la hausse. Si, comme le dit le ministre Perreault, le Québec refuse deux fois plus d'immigrants qu'il n'en accepte, ça ne devrait pas être difficile. Seulement 9 p. cent des Québécois sont nés à l'étranger, c'est deux fois moins que la moyenne nationale. Qu'un gouvernement souverainiste ne saute pas sur l'occasion montre une vision (référendaire) qui peut être profitable à court terme, mais qui au bout du compte démontre une incompréhension de la démographie québécoise. ☉

Le Délit français

Le Délit français est publié par la Société de publications du Daily. Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient été auparavant réservés, incluant les articles de la CUP). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse étudiante du Québec (PEQ).

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

Le Délit français

rédaction en chef
Julien Laplante
jlaplal@hotmail.com

co-rédaction, section nouvelles
Isabelle Gagné
maisse@hotmail.com

Sylvain Larocque
slaroc@po-box.mcgill.ca

rédaction, section culture
Julie Rouleau
jrouleu@hotmail.com

coordonnateur de la mise en page
Jonathan Arès

coordonnatrice de la photographie
Mélissa Martin

coordonnateur des illustrations
Michel Hellman

coordonnatrice de la correction
Sophie Choquet-Girard

collaboration

François Caron
Fon deVuoono-powell
Céline Furi
Aude Maltais-Landry
Antoine Legendre
Sophie Mathieu
Véronique Mistycki
Philippine de T'Serclaes
Marie-Hélène Véronneau
Axel Wintrebert
Sonia Ziadé
Marie-Hélène Proulx
Simon Nicholoff
Marcelo Garcia
Perrine Vennetier

Le McGill Daily

coordination à la rédaction
Jason Chow

gérance
Marian Schrier

publicité
Sasha Deschênes
Boris Shedov

photocomposition et publicité
Cameron Campbell

L'usage du masculin dans les pages du Délit français vise simplement à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire

adresse électronique

delit@moncournier.com

3480 McAvish, bur. B-03
Montréal, Québec, H3A 1X9
(514) 398-6784
Télécopieur: (514) 398-8318

Faites-vous
endoctriner
par le Délit
Réunion
les mardis
à 17h30
au Shatner B-03



V.F.Q. ou les remous d'un art caché

par céline furi

Ni «doublure», ni «postsynchronisation», le doublage se campe avec une personnalité propre dans l'industrie artistique québécoise. Peu connu? Soit. Souvent confondu avec son homologue français, à la merci des caprices de la toute-puissance hollywoodienne, le doublage québécois cherche son propre langage afin de combattre la précarité de sa survie.

Le doublage à Montréal... une industrie? Rien de moins. Avec un chiffre d'affaires annuel d'environ 19 millions de dollars, 180 professionnels et 500 comédiens rémunérés. Ce dérivé du septième art mérite bien un tel titre. Le rapport Lampron a révélé qu'en 1996, sur un total de 145 films de version originale anglaise, 86 ont été doublés en français au Québec.

Collés à la nation numéro un (monétairement parlant, on s'entend) du film, les studios montréalais ont rapidement développé une technologie et des horaires de travail assurant au doublage une productivité inégalée dans toute la francophonie. Un atout renforcé sous le gouvernement Bourassa, alors que la ministre Lise Bacon instaurait en 1986 une loi sur le cinéma: un film ne peut obtenir sa version française au Québec que si celle-ci est complétée dans un délai de 35 jours. Cette initiative rendait du coup possible la sortie simultanée des versions originale anglaise et française dans les salles de cinéma. Perspective alléchante pour Hollywood, dont on venait de toucher la corde sensible des gros sous: une sortie au lieu de deux, budget de publicité divisé par deux.

La compétition française

De l'autre côté de l'Atlantique, cependant, deux hies quelque peu menaçants. La France possède aussi son doublage, une industrie plus considérable (consommation 10 fois plus grande oblige), et de surcroît protégée par un décret. En effet, pour pallier l'exode des doubleurs qui préféraient aller travailler en Angleterre, le gouvernement français a amendé en 1956 un décret obligeant toute version française d'un film diffusé en France à être réalisée par des acteurs français, en France. Que restait-il au Québec pour continuer à amener de l'eau au moulin? La carte du rendement en studio.

Mais voilà, c'est là que le Québec commence à se faire damer le pion. Depuis peu, la France rattrape son retard technologique et montre aux Américains qu'elle est capable d'oeuvrer dans des temps optimaux. Que cela permette la sortie simultanée du film en deux langues importe peu - ce décret empêche d'avoir à «convaincre» les majors - mais chez nous... cette nouvelle capacité de la France menace de couper l'herbe sous le pied de nos entreprises de doublage.

Parallèlement, des restrictions budgétaires ont forcé la maison Covitec à effectuer plu-

sieurs mises à pied à l'automne 1996. Leader incontesté des grosses boîtes de communication et premier foyer d'activités de doublage à Montréal, Covitec régulait généralement les humeurs des studios voisins.

Ralentissement majeur chez Covitec, «panique» dans le secteur du doublage.

C'est alors que le dossier a réellement fait surface et que l'UDA a pris les rênes en main. En février 1997, M. Pierre Lampron, président à l'époque de la SODEC (Société de Développement des Entreprises Culturelles), est chargé par la ministre Louise Beaudoin de produire un rapport sur l'état du doublage au Québec. Au premier rang des préoccupations: quelle attitude adopter face au rival français?

Mme Beaudoin suggérait une «loi-miroir»: une sorte de pendant au décret français, de quoi assurer simplement que la totalité du marché local ne s'envole pas outre-mer. Mais cette procédure est trop complexe. Il ne faut pas oublier que le contexte de libre-échange dans lequel s'inscrivent les relations québéco-américaines ne confère certainement pas à la province l'autonomie nécessaire pour en imposer de la sorte aux voisins du sud.

Le cinéma à la US: un bien de consommation

Les majors ont plutôt vite fait l'équation: si la France peut assumer le doublage pour toute la francophonie, pourquoi payer de 50 000 à 100 000 dollars de plus pour une autre version française? Le cinéma est relégué au palier des biens de consommation, non de culture. Ouvrant le bal, la Warner a subitement ignoré Montréal au profit de Paris pour le doublage de ses six premiers films de 1999 (Analyse This, The King and I, True Crime, The Matrix, Goodbye Lover et Lost and Found).

En réaction à ce choc (la Warner seule représente 25 p. cent de la source de travail

de l'industrie!), la Commission du doublage au sein de l'UDA a déclenché au printemps dernier la campagne «On veut s'entendre», visant à sensibiliser le public à l'importance de pouvoir jouir d'un doublage, promouvant le travail des artistes d'ici. La Commission (ainsi que les acteurs de doublage) a voulu souligner l'inadmissibilité de la décision de la Warner. Le major a beau prétendre que l'année 1998 fut «difficile», sacrifier six doublages de films dont les recettes au Québec dépass-

de prendre forme. La plupart des journaux francophones de la métropole, inscrivent maintenant «VFQ» (version française doublée au Québec) à côté des primeurs qu'ils annoncent. Pour ce qui est des vidéocassettes, un protocole similaire devrait voir le jour au cours des prochains mois. Mme Agnès Maltais, ministre de la Culture, étudie actuellement la question.

Le gouvernement québécois a par ailleurs répondu favorablement à une des recommandations du rapport Lampron: un crédit d'impôt de 15 p. cent sur tout le doublage effectué au Québec a été voté en janvier 1998, ce qui allège dans la même proportion la facture du client étranger. Afin de rendre le choix d'un doublage québécois encore plus attrayant, la SODEC compte faire la même demande au gouvernement fédéral.

Au demeurant, l'avenir de l'industrie du doublage au Québec reste fragile et repose énormément sur les «bonnes relations» entre le Québec et les États-Unis.

L'existence du doublage québécois est-elle légitime, quand on pense que certains pays scandinaves, ou la Grèce, n'ont même pas de version dans leur propre langue? La langue utilisée dans nos versions reflète-t-elle assez une culture québécoise spécifique pour accorder au doublage québécois un statut distinct de celui de nos cousins? C'est discutable: le français «international» exigé efface tout accent québécois... mais également une sur-enchère d'expressions «franchouillardes» qui ne représentent pas notre réalité. Où trancher...?

Mais au-delà même de ce point litigieux, la réponse invoquée par M. Picard pour justifier la lutte entreprise par la Commission

Au premier rang des préoccupations: quelle attitude adopter face au rival français?

concerne d'abord l'éthique. «[Il en va du] droit immuable de faire travailler ses propres artistes. [...]

Lorsqu'on constate que l'audio-visuel est la quatrième plus grande industrie des États-Unis après celles de l'automobile, de l'informatique et de l'aérospatial, il est clair que les têtes de cette industrie se doivent de réinjecter leurs profits, que ce soit au Québec ou ailleurs.»

Si on ne veut pas que le statut d'artiste ne devienne encore plus vulnérable, il semble prioritaire de tout mettre en oeuvre, dans la mesure de nos moyens, pour conserver une colonne vertébrale à ses activités. Qu'à défaut d'avoir une industrie du cinéma capable de fournir du travail à tous ses acteurs, le Québec puisse au moins assurer à bon nombre d'entre eux une relative régularité derrière le micro.

Je vous recommande d'aller guigner à www.doublage.com

©

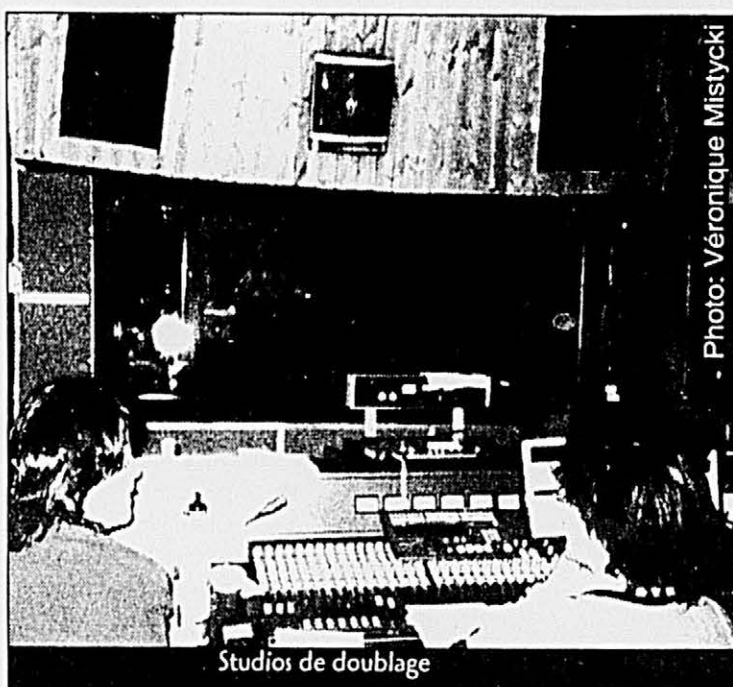


Photo: Véronique Mistycki

Studios de doublage

sent les 3 millions de dollars reste fortement discutable, voire outrant.

Heureusement, la campagne ainsi que la rencontre à Los Angeles entre M. Pierre Curzi, président de l'Union des Artistes, et M. Daniel Fellman, président de Warner Distribution, ont porté fruit. Aucune entente formelle n'a encore été signée, mais les faits semblent présager un retour de la Warner à ses anciennes habitudes. Selon M. Daniel Picard, membre pendant deux ans de la Commission, même la

maison Universal, auparavant réticente, se montrerait soudainement intéressée à investir dans un doublage québécois.

C'est que malgré tout le pouvoir d'Hollywood, les majors craignent une mauvaise image. «Ils reconnaissent au Québec un marché distinct du reste du Canada, un tempérament plus... latin, et donc plus prompt à manifester son mécontentement» note M. Picard. Que ce mécontentement se traduise par une loi protectionniste (l'idée mijotant toujours) ou une médiatisation péjorative, les gros producteurs redoutent les mauvaises ventes...

À la guerre comme à la guerre!

À défaut de n'avoir pas encore rendu tangible un projet de loi, quelques démarches de soutien au doublage québécois sont en train

Culture Culture Culture
Culture Culture Culture

Confessions d'un écrivain du siècle

marie-hélène proulx

LES ÉMOIS D'UN MARCHAND DE CAFÉ

Le 12 octobre dernier, Yves Beauchemin lançait son quinzième roman, *Les Émois d'un marchand de café*. Le prétexte était idéal pour rencontrer un écrivain depuis longtemps apprécié par le Québec, l'un des seuls d'ailleurs à jouir du rare privilège d'être romancier à temps plein depuis 1983. Métier oblige, l'auteur était visiblement épuisé par une campagne de promotion qui l'a accaparé en entier au cours des derniers mois. Qu'à cela ne tienne ! Yves Beauchemin m'a déclaré d'entrée de jeu qu'il se faisait un point d'honneur de rencontrer les jeunes journalistes. C'est avec un mélange de réserve et de générosité que l'auteur m'a entretenue de son dernier roman, de sa conception de la création littéraire et de son rapport à la langue.

Yves Beauchemin n'aura mis que deux ans et demie à écrire *Les Émois d'un marchand de café*. Incontestablement, il s'agit là de son record de vitesse; à titre de comparaison, *Le Matou* et *Juliette Pomerleau* lui ont soutiré respectivement sept et huit ans de travail. Il faut dire qu'avec l'expérience, son approche de l'écriture s'est considérablement simplifiée : si, auparavant, l'écrivain s'astreignait à rédiger un synopsis complexe d'une cinquantaine de pages, aujourd'hui, un plan de quatre ou cinq pages lui suffit. «En dix-huit ans de métier, on développe forcément des stratagèmes. J'ai débuté mon roman avec une image assez précise du protagoniste, celle d'un homme de cinquante-huit ans à la tête d'une importante entreprise de pause-café. Je savais également qu'il serait en interaction avec son fils aîné. Du reste, c'est en suivant mon instinct que j'ai établi le rythme et le mouvement du récit.» De son propre aveu, cette méthode peut risquer de donner des résultats moins parfaits au niveau structurel; cependant, elle rapproche le texte des émotions et, par conséquent, de la vie elle-même.

D'ailleurs, selon l'auteur, *Les Émois d'un marchand de café* est le roman où il a le mieux développé et maîtrisé la dimension psychologique de ses personnages. En effet, c'est avec beaucoup de perspicacité que Beauchemin dépeint le mélange de puissance et de vulnérabilité qui caractérise le héros de son récit, Guillaume Tranchemontagne. Cette sensibilité est-elle le fruit de la maturité ? «Peut-être. En tous cas, je n'aurais pas pu écrire ce roman il y a vingt-cinq ans. Le héros principal ayant environ mon âge, j'ai projeté en lui certaines de mes préoccupations existentielles. À l'instar de Guillaume Tranchemontagne, j'ai éprouvé le besoin de faire une rétrospection. Cet exercice génère nécessairement une part de regrets : regrets des années qui sont passées et que je ne pourrai jamais rattraper ; regrets des livres que je n'aurai pas écrits...»

Cela dit, *Les Émois d'un marchand de café*

ne nous entraîne pas dans les méandres d'une crise existentielle pathétique pendant cinq cent pages. Les doléances et les apitoiements du protagoniste sont rapidement canalisés en un désir ardent de réparer les erreurs du passé, coûte que coûte. L'homme d'affaires est cependant maladroit et expéditif; sa gaucherie donne lieu à une suite de péripéties qui tient le lecteur en haleine jusqu'à la fin du roman. La critique a d'ailleurs été unanime à ce sujet : Yves Beauchemin est un conteur habile et efficace. C'est que l'écrivain s'oppose fondamentalement à l'inertie dans l'écriture : «Le roman, pour moi, c'est l'art du mouvement. Un récit doit suivre un parcours où chaque phrase progresse par rapport à la précédente. L'évolution n'est pas nécessairement d'ordre physique; elle peut se situer au niveau psychologique. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas de démarrer au point 'A' pour y stagner indéfiniment. Autrement, on perd l'intérêt du lecteur.»

Indéniablement, Yves Beauchemin est à mille lieues d'entretenir une conception narcissique de la création littéraire. Il refuse d'adhérer au principe de l'écrivain qui n'écrit que pour lui-même : «Il est clair que j'écris parce que je veux être lu. Mon but en tant que romancier n'est pas d'ennuyer le lecteur, mais de lui faire vivre une expérience à la fois esthétique, émotive et humaine. Je crois que le roman est un moyen de communication. Donc, tout

comme je tiens compte de mon interlocuteur lorsque je discute, je tiens compte de mon lecteur lorsque j'écris - même si celui-ci demeure abstrait.» L'auteur admet cependant que cette attitude peut mener à une obsession dangereuse : celle de vouloir calquer son écriture sur les désirs des lecteurs. Néanmoins, il semble réussir à maintenir un équilibre entre la volonté de plaire et l'expression de sa propre intériorité. Il souligne que l'écriture ne représente pas pour lui une entreprise commerciale. Pour preuve, le roman, dont il est le plus satisfait, est précisément celui qui a connu le moins de succès auprès du public. «*Le second violon* a pour protagoniste un homme de quarante ans qui a raté sa vie affective. Il fait la rencontre d'une jeune femme de dix-sept ans qu'il finit par fréquenter. A priori, j'étais conscient que ce genre d'histoire avait peu de chance de plaire à mes lectrices, qui constituent en fait plus de quatre-vingt p. cent de mon lectorat. Je risquais de heurter la sensibilité de certaines femmes, mais tout de même, je ne suis pas l'écrivain de ces dames ! J'avais en moi une douleur proprement masculine, et je l'ai exprimée, voilà tout.»

Profitant du fait qu'Yves Beauchemin aborde le sujet de l'appréciation de ses œuvres, je le questionne sur sa réaction face aux critiques de son dernier roman. Si la plupart ont souligné l'énergie et la fluidité de son

écriture, Bruno Dostie du journal *La Presse* a pour sa part émis quelques réserves. Bien qu'il salue la «souplesse, la limpidité et la concision de la langue» dans les passages narratifs, il prétend en revanche que les dialogues des *Émois d'un marchand de café* «manquent cruellement de couleur locale à cause d'un parti pris anti-joual ou anti-mauvais français de l'auteur.» Visiblement, la remarque pique l'écrivain; c'est avec beaucoup de conviction qu'il défend son «parti pris» : «depuis quinze ans, il semble que cela soit une tendance d'utiliser les anglicismes et les sacres à outrance. Si tu ne dis pas bumper au lieu de pare-choc, tu n'es pas dans le coup. Personnellement, j'estime qu'avoir recours systématiquement à des anglicismes lorsqu'on est francophone, c'est un aveu de défaite, de pauvreté et d'impuissance. Cela signifie que la langue de l'écrivain n'est pas assez riche pour que celui-ci y trouve tous les mots pour s'exprimer; il doit donc puiser dans le bassin lexical de l'autre. Quand on est le seul peuple francophone en Amérique du Nord, à part les Acadiens (et encore, ils sont loin derrière les Québécois avec une communauté totalisant 350 000 personnes), préserver notre langue de l'assimilation devient un principe que je me fais un devoir de respecter. Au Manitoba et en Ontario, les francophones ont un taux d'assimilation frôlant les soixante-dix p. cent ! Cela signifie qu'à l'âge adulte, sept personnes sur dix effectuent un transfert linguistique.»

L'écrivain nuance cependant ses propos en affirmant que l'utilisation du joual dans un but expressif n'est pas un mal en soi. L'écriture est pour lui une stylisation de la parole produite par des effets d'exagération ou de simplification. Dans cette optique, incorporer des sacres dans les dialogues peut être un moyen très efficace de générer une impression de violence et de grossièreté. «Mais attention ! Un sacre, c'est comme un coup de cymbale : ça crée un effet de résonance. Par contre, s'il y a trois cents coups de cymbale, la musique disparaît. Je crois que pour éviter de dévaluer une œuvre, il faut user du joual avec parcimonie.»

Au-delà de la question esthétique, Yves Beauchemin souligne également le problème de la diffusion de nos œuvres à l'extérieur du Québec : «Prenons par exemple *Matroni et moi*, dont le scénario a été écrit par Alexis Martin. C'est un film qui ne manque pas de qualité : la facture est belle et certaines répliques sont savoureuses. Par contre, environ soixante-quinze p. cent des dialogues sont truffés d'anglicismes et de joual. Comment envisager d'exporter l'œuvre dans ces conditions ?»

Yves Beauchemin prône donc un équilibre entre l'hermétisme et le reniement de sa propre culture. C'est un objectif qu'il réussit à atteindre, si on considère la popularité de certains de ses romans à travers la francophonie. Une popularité qui n'est pas exclusivement tributaire de la qualité remarquable de son écriture : ses personnages colorés, le rythme soutenu de ses récits et ses descriptions très imagées imprègnent l'esprit du lecteur avec force, conférant du coup à l'écrivain une réputation de grand conteur. Assurément, *Les Émois d'un marchand de café* confirme la maîtrise de son art. ☉



Rien à redire sur Robert

par aude maltais-landry et françois caron

Le monde du Paris littéraire et sa caste d'intellectuels sont les victimes de cette caricature où se mêlent humour et dérision. C'est la descente aux enfers de Didier Temple, journaliste sans scrupules qui est désavoué par toute la profession pour avoir critiqué un livre sans l'avoir lu. Autour de lui gravitent sa femme, sa maîtresse, son rival et son ancien professeur d'université.

Inspiré d'un fait réel, le film a un argument de taille pour se faire aimer (ou détester) : un Fabrice Luchini moins cérébral que d'ordinaire dans la peau du critique déchu. Le ton est juste, le comédien incarne à merveille le type faux, imbu de lui-même et qui cultive l'art de ne pas savoir ce qu'il veut. Michel Piccoli est excellent lui aussi, particulièrement lors de la scène mythique du dîner où s'opposent les deux grands esprits. C'est l'occasion, pour le spectateur, d'apprécier le talent des deux comédiens.

Par contre, les autres personnages principaux font perdre un peu de crédibilité au film. Les discours trop crus de Juliette (Sandrine Kiberlain), s'ils se voulaient ceux de la femme libérée qui s'envoie en l'air pour tester son mari, ne collent ni au personnage ni à la réalité du couple. La cari-

cature trop poussée du jeune critique contraste avec la justesse de ton de Piccoli et Luchini, et la schizophrène Aurélie (Valentina Cervi), bien que la comédienne qui l'incarne (une révélation) soit excellente, est un peu trop schizophrène pour être vraie. Sans en exagérer l'ampleur, ces erreurs de mise en scène font perdre beaucoup de crédibilité au film. Le jeu de rôle est souvent trop évident et les comédiens justement trop «comédiens», soulignant excessivement la caricature déjà omniprésente. Ce genre de film, où l'«action» en elle-même est plutôt réduite, admet peu d'erreurs dans le ton.

Mais la toile d'araignée des relations interpersonnelles est assez riche et bien tissée pour que le spectateur se régale. Tout se joue dans les regards, les expressions, les

mots bien placés, que la caméra traque avec justesse. L'humour fait sourire plutôt que rire et le rythme général est suffisamment lent pour que l'on puisse observer les personnages vivre, que l'on puisse suivre les développements de leurs relations complexes. Une critique, cependant : le lien entre le jeune intellectuel et Didier n'est pas



assez mis en évidence. Il faut avoir vu le film deux fois pour vraiment saisir les subtilités de leur relation, où l'un est contemporain de l'autre. Didier regarde le jeune se diriger dans la même voie merdique que lui avec une indifférence presque méprisante

et pire, la joie profonde et mesquine d'en voir un autre se mettre les pieds dans les mêmes plats. C'eût été un filon à exploiter de façon plus approfondie, ce que nous en voyons démontrant l'importance de cet aspect et son intérêt dramatique.

Les critiques québécois ont reproché au film son snobisme, ce que nous ne comprenons pas. Certes, le monde qui y est décrit est snob, faux, hypocrite - que dire encore? - mais c'est ce monde lui-même qui l'est, non le film, qui dresse quant à lui un portrait éminemment caricatural de cette Élite parisienne. Croire que le Paris de *Rien sur Robert* est réel et que l'on peut croiser Didier sur les ponts de la Seine, c'est cultiver une perception «pittoresque» de la France. Cela dit, les Français eux-mêmes ayant passablement de préjugés et s'étant forgé bien des mythes quant au «pittoresque» de la rusticité du Québec, laissons aux critiques le bénéfice du doute et mentionnons simplement au lecteur que voici une caricature du monde littéraire de Paris, non un portrait réaliste de la France d'aujourd'hui. Et que le titre demeure un mystère. ☉

Rien sur Robert, un film de Pascal Bonitzer
Complexe Ex-Centris

Quatre bonnes raisons d'espérer

par julien laplante

Ou de désespérer? C'est sans aucun doute ce que se dit celui qui assiste à ces quatre mini-pièces de théâtre montées par le jeune collectif théâtral du Déficit Zéro. Constituée en majeure partie d'étudiants, cette troupe de comédiens semi-professionnels n'y va pas de main morte avec les valeurs de la société actuelle.

Quatre courtes pièces, donc, chacune étant une variation sur le thème de la liberté. *Les imprévus de l'histoire*, écrit par Marc Gauthier, met en scène Émile et Karl Popper, deux citoyens qui seront soudainement assaillis par une milice clownsque, métaphore directe des agents des États totalitaires et militaires d'un temps révolu qui semble désormais bien loin. Bien que les pièces traitant du fascisme et de toutes les autres formes de totalitarisme politique étaient sans doute une nécessité du temps de *Rhinocéros* de Ionesco, permettez-moi de douter de la pertinence de mettre en scène une pièce représentant le gros État méchant qui transforme allègrement ses citoyens paisibles et pacifiques en machines à tuer «qui ne comprennent pas». Notons cependant le jeu tout de même efficace de Sébastien Bourassa, ironique et terrifiant à souhait dans le rôle du Sergent.

The show must go on, de Michel Gagnol (ex-leader du défunt groupe rock Madame), traite d'un milieu connu par l'auteur, celui du showbusiness avec un grand S. S'inspirant du traitement réservé à une critique de musique par Céline Dion, qui n'avait pas du tout apprécié un

de ses commentaires, Gagnol met en scène un affrontement juridique entre deux avocats qui s'entre-déchirent sur le cas de Gloria Mundo, superstar. Réflexion sur le contrôle des masses par le star system, voire sur la lobotomie des fans, Gagnol nous dépeint un système immobilisé par ses représentants (les avocats et le juge, de par les techniques qu'ils utilisent) et ses pions (les jurés, totalement cons). Boutaina El Fekkak (collaboratrice au Déficit français) et David Tordjman se livrent un duel efficace dans leur rôle d'avocat.

La troisième pièce, *Hamlet Paper Connection*, est probablement la plus brouillonne sur le plan de la mise en scène. Un peu d'ordre l'aurait sans aucun doute rendue plus efficace. À la recherche de rébellion et d'une cause perdue, un jeune étudiant fait la rencontre de Harry et Machiavel, deux policiers qui le maltraitent, au grand bonheur de la victime et de ses tortionnaires. Burlesque, les ficelles sont malheureusement un peu trop grosses. En effet, les «grosses polices» ne sont malheureusement que peu crédibles dans leur rôle de bourreaux tragi-comiques. «Je suis con? C'est sans doute pour ça que je suis dans la

police.»

La dernière pièce, *Les Cafards, ça s'écra-*
se!, est la plus actuelle de toutes ces pièces. Manifestement écrite par un tenant de la gauche, cette pièce reprenant le format de la commedia dell'arte est une critique acerbe du fonctionnement corporatif et de l'autodestruction capitaliste. Le tout est particulièrement bien illustré par la restructuration de l'entreprise pour laquelle travaille Pulcinella, balayeur de son métier. La belle de la pièce, Colombine (un nom pourtant angélique), qui s'amourache du balayeur, est la plus horrible prétendante qu'un homme puisse considérer. La situation économique actuelle, passée à la moulinette de la commedia dell'arte, s'avère un moyen particulièrement efficace de faire ressortir les excès de la recherche infinie du profit. Du totalitarisme politique au totali-

tarisme économique?

Présentées à un rythme effréné, chacune des pièces étant généralement très courte, mise à part la dernière, ces pamphlets politico-économiques sont efficaces sur le plan théâtral. Cependant, les jeunes auteurs auraient parfois tout à gagner à s'éloigner des craintes -désormais un peu fantasques- de l'État totalitaire pour passer au traitement de l'économie totalitaire, comme l'a fait Sacha Ghadiri dans la pièce *Les cafards, ça s'écra-*
se!. *Quatre bonnes raisons d'espérer* offre en réalité une bonne raison de désespérer sur l'état de notre société. ☉

Quatre bonnes raisons d'espérer
Brasserie-théâtre La place d'à côté
Chaque jeudi de novembre, 55

Patrick Le Cellier, conférencier et cinéaste, nous emmène en Pologne, le temps d'un film de la série des Grands Explorateurs. Il nous fera découvrir les châteaux grandioses, la beauté des paysages et la richesse de la culture polonaise, afin de saisir l'âme du pays et de mieux comprendre le peuple polonais. Le Délit offre 5 paires de billets pour aller voir le film sur la Pologne le 16 novembre prochain à l'Olympia. Il suffit de vous présenter au B-07 de l'Édifice Shatner.



Portrait d'un groupe prometteur: Redcore

par méliSSa martin

Gagnant du concours Polliwog 98, Redcore revient d'une tournée en France avec le vent dans les voiles. C'est en voulant en savoir plus sur cet excellent groupe de la scène locale que j'ai décidé de m'entretenir avec le bassiste de la formation, Mathieu Lamarche.

Le groupe lavallois Redcore, c'est d'abord et avant tout «une gang de chums» âgés entre 21 et 25 ans qui se connaissent depuis fort longtemps. Le nom Redcore est à l'image du groupe: un groupe d'amis très proches, le mot rouge étant pour la fusion ou chimie qui existe entre les membres. Formé en 1991 par Setti et Dominique, c'est en 1994 que le groupe s'est vraiment fondé. Il est composé de deux guitaristes-chanteurs, un bassiste, un DJ et un drummer. Ensemble, ils ont produit un démo de cinq chansons en anglais. Puis, leur plus récent album, Amyao, est sorti en juin 1998.

En écoutant Amyao, on sent le dynamisme et l'énergie qui émanent du groupe. Il est difficile d'étiqueter la musique de Redcore, parce que leur musique regroupe différents styles musicaux (metal, scratch, hip-hop, ska) pour en faire un produit final des plus électrisants. Redcore se considère comme un groupe «groovecore fusion», parce que leur musique fait danser tout en étant agressive, et mélange plusieurs éléments, que ce soit au niveau des instruments (violin, percussions, cornemuse) ou des langues (français, anglais, italien,

hébreu). Il était important pour le groupe de faire un album diversifié: «On ne voulait pas faire un album qui allait être pareil du début à la fin; on voulait que chaque «tune» soit différente», de dire le bassiste Mathieu.



MÉLISSA MARTIN

Le succès que le groupe connaît présentement n'aurait pas été possible sans l'aide apportée par le concours Polliwog, ou du moins, le succès aurait pris plus de temps à venir: «Pour atteindre le niveau que l'on a atteint présentement, et si on avait pu l'atteindre, ça aurait pris encore un an et demi de travail.» Mathieu affirme que les prix offerts sont très prestigieux. En effet, le groupe gagnant reçoit une bourse SOCAN de 1000\$, la réalisation d'un clip, des spectacles dont un à Musique Plus, des heures en studio pour faire un disque, etc. Après avoir gagné le concours, Redcore a eu plusieurs offres de compagnies de disques,

mais ils ont décidé de rester avec leur propre étiquette, les disques Amalgame. Redcore n'est pas le genre de groupe à attendre les autres, ils foncent pour obtenir ce qu'ils veulent, et c'est ce qui fait leur succès. Par contre, une chose que Mathieu

marché européen, où chanter en français ne peut être qu'un atout. Ils reviennent d'ailleurs d'une tournée en France où ils ont fait trois spectacles. Le public français, connaissant plus ou moins le groupe, a très bien réagi et les gars sont revenus emballés de ce voyage. Ils ont un réel plaisir sur scène: ils ont connu l'extase lorsqu'ils ont joué au Parc des Îles aux côtés de Moist et Live devant plus de 45 000 personnes. Mais «indépendamment de la grosseur des shows, on aime ça quand ça brasse», de dire Mathieu.

Show Redcorien

Le show du 6 novembre dernier «brasait en masse!» En guise d'intro, la pièce instrumentale 02202 était assez puissante. D'autres chansons comme «Lompartyman», «L'Unité» et «Free D» ont causé un trash à l'avant de la scène. En fait, chaque chanson était prétexte à danser et comme le chanteur Dominique est des plus expressifs, l'ambiance était survoltée. L'autre chanteur, Setti, en a fait danser plus d'un en chantant en italien sur «Disgraziata». Ils ont aussi fait une version trash de la chanson disco «Funkytown».

Le plaisir des gars sur scène est contagieux. Si vous n'avez pas encore découvert Redcore, vous devez absolument aller les voir. Vous ne serez pas déçus, je vous en donne ma parole! ☺

Le 18 novembre au Cégep de Maisonneuve
514-253-9898

Du 1er au 5 décembre avec Serial Joe, en régions.

AB... CD

par jonathan arès

Rage Against The Machine The Battle of Los Angeles Epic

Depuis leur premier album éponyme, maints groupes ont imité leur style hip-hop-alter-no-métal (on n'a qu'à penser à Limp Bizkit), mais aucun n'est arrivé à allier aussi bien des riffs efficaces et percutants avec des textes aussi engagés. Même si on est loin des paroles coup de poing comme le «Fuck you I won't do what you tell me» du classique «Killing in the Name of», leur message est plus présent que jamais et la musique reste toujours aussi simple, mais corrosive. Contrairement à bien des groupes et artistes, Rage Against the Machine «la tiennent toujours bien haute» avec la même verve qu'à leurs débuts. Engagé.



Kid Loco DJ Kicks IK7

Kid Loco, artiste français, nous offre un goût de ce que ça peut être de passer une soirée avec lui aux commandes des plaques tour nantes. Assemblant avec ingéniosité des artistes éparés (Underworld, Lisa Germano, Boards of Canada), l'artiste acclamé par les critiques arrive à nous créer un hip-hop-dub-jazzé planant qui s'écoute autant à domicile que dans un club. Comme Peace Orchestra, qui est en fait le Kruder du duo autrichien Kruder & Dorfmeister. On peut reconnaître l'atmosphère sensuelle et éthérée qui fait la renommée de ces deux artistes, mais le son dub de cet album éponyme est plus cru. Une mention pour le (véritable) diachylon sur la pochette de Peace Orchestra. À écouter relax et/ou après un joint.

Kid Loco B

Peace Orchestra Peace Orchestra G-Stone/Fusion III



Peace Orchestra A-



MC

LES ARTS du Maurier

**Parrain de 234 organismes culturels à travers
le Canada durant la saison 1999-2000**

La toile sacrée

par simon nicoloff

Niel Gross, dans son article «Internet, Brain of the World» paru dans *Business Week* il y a deux semaines, trace un portrait du web. La toile, selon l'auteur, est en voie de se découvrir «une conscience» basée sur le modèle humain.

Cette gigantesque base de données utilise plusieurs milliers d'appareils électroniques, tels des tensiomètres ou des électro-encéphalographes pour mesurer, décrypter et analyser nos moindres faits et gestes. À en croire un scientifique de chez Sony, Toshitada Doi, «le réseau pro-

prement dit devient une gigantesque créature numérique».

Sommes-nous rendus à l'ère de Matrix et du monde contrôlé par les ordinateurs? Peut-être pas encore, mais les bases sont jetées tranquillement.

Le Québec suit lui aussi le modèle. Avec le système UBI, Vidéotron et ses partenaires d'action tissent et élargissent la toile jusque chez-nous. Avec l'accès à Internet par câble, tout devient possible: téléachat, commande alimentaire, mode, immobilier, liens d'affaire, société de rencontres, société bancaire. Selon le sociologue Jean-Paul Lafrance, «cette nouvelle industrialisation de service est la voie obligée de l'universalisation du service au client-citoyen». Autrement dit, alors que la société de consommation nous demandait de sortir et d'acheter, la société de communication va plus loin: elle livre ses services de manière automatisée. Le gouvernement Bouchard s'inspire d'ailleurs beaucoup des nouvelles technologies. Toujours selon Lafrance, une autoroute de l'administration est en voie de développement. Elle prendrait essentiellement deux voix: la mise à la disposition de toute l'information que les pouvoirs publics produisent en direction du citoyen, et la mise en réseau de toutes les transactions citoyen-État: permis, taxes, prestations d'assurance-chômage, maladie...

Certains penseurs s'inquiètent néanmoins de ce chamboulement de nos habitudes de vie. Joël de Rosnay, directeur de stratégie à la Cité des sciences de Paris se demande comment concilier économie cyberlibérale et racine identitaire. Est-ce que l'attachement au pays sera le même dans un monde où tout se fait à travers les ondes? Paul Virilio, auteur français nous met en garde contre les dangers du «temps mal maîtrisé». Pourquoi décidons-nous d'aller si vite dans la mondialisation des équipements technologiques? À quoi rime cette course folle contre la montre? Il me fait toujours bien rire d'entendre la fameuse maxime: «Le Québec est en retard dans l'implantation des réseaux cybernétiques». En retard par rapport à qui? Et pourquoi? Ignacio Ramonet, l'une des figures de proue dans la

bataille contre l'idéologie de la communication, fait son procès: «Une idéologie qui nous culpabilise, nous oblige à communiquer. Elle nous contraint à nous équiper, à nous entourer des machines à communiquer toujours plus nombreuses et plus performantes: fax, magnétoscopes, ordinateurs, courriel, portables, cédéroms, jeux vidéo, DVD et bien sûr, Internet». Cependant, lors de notre brève rencontre vendredi lors du colloque sur l'insécurité alimentaire, il resta prudent: «À long terme, Internet peut changer les habitudes des gens, voire les isoler, cependant, nous pensions tous cela du téléphone; or, rien n'a changé».

Comment critiquer l'incriticable, me direz-vous?

Difficile, puisque les avantages d'Internet sont nombreux. Je

me permettrais, à l'égard de M. Ramonet, d'exprimer quelques

points sur l'atomisation individuelle.

Dans nos

rapports

avec les

humains,

nous

sommes de

plus en plus

en contact

avec «le monde»

et de moins en

moins avec notre

communauté. Pouvons-

nous imaginer nos enfants, il y a

dix ans, jouer à Doom avec des petits

nippons en direct sur la toile? Pouvons-nous imaginer

dans dix ans des rues désertes sans petits monstres

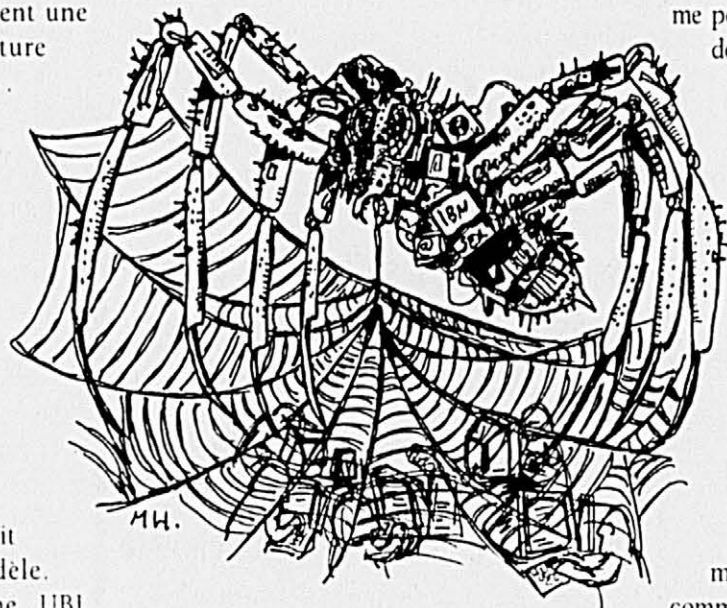
enjoués pour alimenter la vie du quartier? Déjà, il est

possible de trouver plusieurs sites web sur lesquels le

public peut assister en direct à la vie quotidienne et

banale d'exhibitionnistes nouveau genre.

Téléroman moderne ou narcissisme précoce? ☹



La Maison des enfants de l'Île de Montréal

Nous recherchons présentement des bénévoles pour travailler auprès des enfants de 5 à 12 ans. Nous désirons des personnes à l'écoute des besoins des enfants pour pouvoir les accueillir à l'école et aider aux devoirs.

Pour de plus amples renseignements, contacter Isabelle Morin (514) 526-9128

Cours de langue anglaise

DÉCEMBRE 1999

Conversation générale (huit niveaux) 190 \$

EPT 1 : Préparation à la partie standardisée des tests TOEFL, TOEIC, CELDT 250 \$

EPT 2 : Préparation à la partie «composition» des tests TOEFL, TOEIC, CELDT 235 \$

Frais d'inscription (non remboursables) 15 \$

Jours : du lundi au vendredi

Heures : de 10 h à 14 h (40 heures)

Dates : du 29 novembre au 10 décembre (2 semaines)

Inscription : du 8 au 26 novembre.

En personne du lundi au vendredi

(9 h à 16 h 30),

par la poste ou par télécopieur

Règlement par chèque visé ou mandat à l'ordre de l'Université Concordia ou par Visa, MasterCard ou carte de débit. *Comptant ou chèques personnels non acceptés*

Renseignements :

1600, rue Sainte-Catherine Ouest, suite 117

Montréal (Québec) H3H 2S7

Tél. : (514) 848-3600

Télec. : (514) 848-2806

Internet : www.concordia.ca/cont_ed

Courriel : celi@alcor.concordia.ca



Centre de l'éducation permanente



On vous prépare pour le monde
www.concordia.ca

4-14 novembre 1999

FESTIVAL DE FILMS

cinemania

FESTIVAL DE FILMS EN FRANÇAIS SOUS-TITRÉS EN ANGLAIS

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

AUDITORIUM MAXWELL-CUMMINGS — 1379, RUE SHERBROOKE OUEST

GAGNEZ

UNE PAIRE DE BILLETS POUR LA PREMIÈRE DE

Pour gagner, soyez l'une des 25 premières personnes à apporter cette publicité à l'Auditorium Maxwell-Cummings le mercredi 10 novembre après 19 h 30.



LA VIE EST DURE, NOUS AUSSI

Vendredi 12 novembre à 19 h 15



SENZA

Palmarès Canadian Heritage

www.cinemaniafilmfestival.com

INFO-FESTIVAL: 514.878.0082

Identité autochtone

par sophie mathieu

L'importance de l'identité collective des autochtones, l'originalité de leur culture et les manœuvres gouvernementales menaçant cette dernière: voilà les principaux thèmes abordés par les quatre conférenciers invités lors du colloque *First Nations Initiatives* tenu à McGill jeudi dernier.

Deux professeurs de l'Université McGill comptaient parmi les invités. D'abord, Pr. Nadia Ferrara a présenté sa thérapie par le dessin, venant en aide aux Cris souffrant entre autres de problèmes d'alcoolisme ou de toxicomanie. L'audience a même eu droit à une séance gratuite lorsque la docteur en psychologie a offert la possibilité à chacun de crayonner une oeuvre représentative de sa personne. Le tout à l'intérieur d'un cercle, bien sûr, car rien ne serait plus nord-américain que les lignes et les angles droits. Pour Ferrara, afin d'aider les premières nations, il semble impératif de suspendre tout aspect culturel pouvant se heurter à leurs moeurs, d'où l'importance du cercle et de l'expression artistique, souvent plus développée chez ce peuple.

Dans une présentation tout aussi informelle que la précédente, Suzanne Bate du Native Women's Shelter a par la suite discuté du sort des poupons autochtones arrachés -parfois même volés- à leur famille d'origine pour être offerts en adoption. Jusqu'à 90 p. cent de ces enfants seraient par la suite maltraités, confiés à des foyers peu accueillants et qui se soucient de leur transmettre l'héritage culturel autochtone. Résultat: des adolescents perturbés, marginalisés par leurs ancêtres tout comme par leurs camarades caucasiens. Bate représente l'une de ces enfants qui cherchent aujourd'hui à découvrir ses racines. En expliquant ses démarches et celles de ses pairs, elle n'a parfois pas pu s'empêcher -et à juste titre- de prêcher contre la bureaucratie gouvernementale.

Dans un discours empreint de sarcasme, le Pr. Donald Taylor, également du département de psychologie, a repris les thèmes de l'identité collective et personnelle des autochtones. Son raisonnement consiste à affirmer que l'estime personnelle dépend de la connaissance de soi, cette dernière ne pouvant être acquise que par l'entremise de l'appartenance à un groupe identifié et reconnu. Tel que Ferrara l'avait affirmé quelques minutes auparavant, pour Taylor le vrai miracle s'avère la survie des communautés autochtones au génocide culturel des gouvernements.

Si les Ferrara, Bate et Taylor n'ont pas approuvé les démarches gouvernementales dans les Affaires autochtones, personne n'a semblé aussi bouillant que le Mohawk Paul Delaronde. "J'ai l'air fâché n'est-ce pas? J'ai toutes les raisons de l'être!" Dans une présentation plus solennelle au ton parfois agressif, Delaronde a remémoré quelques épisodes historiques qui ont ponctué les relations houleuses entre les autochtones et Ottawa. Que réclame-t-il au nom des siens? "La paix", c'est-à-dire l'autodétermination. Sur ce point, Delaronde nuance ses propos en disant qu'il ne désire pas porter l'étiquette de membre de la communauté, mais bien de citoyen de la nationalité autochtone.

Le choix des conférenciers s'est avéré judicieux, couvrant plusieurs aspects des problèmes contemporains vécus par les premières nations. Malheureusement, Jean Stevenson qui devait discuter de l'impact du système des écoles résidentielles sur les femmes et les enfants, a annulé sa participation au colloque. La qualité des présentations, la présence d'un plus grand nombre de participants que prévu, et l'attention portée à leurs interlocuteurs ont fait de *First Nations Initiative* une réussite. Les organisateurs sont parvenus à sensibiliser l'audience aux divers obstacles auxquels se confrontent quotidiennement ceux qui, après tout, sont les véritables ancêtres de ce pays... ☉

VISITE D'IGNACIO RAMONET À MONTRÉAL

L'inégalisation planétaire

par julien laplante

Is sont nombreux et puissants, les encenseurs de la mondialisation, d'autant plus qu'ils bénéficient de ce phénomène. Directeur d'un des rares journaux à diffusion mondiale s'attaquant de front à ce développement, *Le Monde diplomatique*, Ignacio Ramonet a présenté une vision contraire des choses dans une conférence donnée en marge d'un colloque sur la faim tenu à Montréal cette semaine.

«La mondialisation, c'est la seconde révolution que vit le capitalisme», clame d'entrée de jeu M. Ramonet. Habitué à pourfendre tous les aspects de ce phénomène, qu'ils soient économiques, politiques ou sociaux, M. Ramonet explique que la mondialisation est avant tout un phénomène financier. «En matière de finance, il y a de moins en moins de barrières qui s'opposent aux échanges», mentionne-t-il, tout en précisant que ceci mène à instaurer un certain climat d'instabilité, la crise asiatique de 1997-98 en étant un témoignage de premier ordre.

Phénomène avant tout financier, selon M. Ramonet, mais aussi idéologique, bien que de nombreux économistes, pour ne pas dire une large majorité d'entre eux, essaient de démontrer le contraire. «Celle-ci s'impose comme l'incarnation du progrès, et on ne peut pas être contre le progrès.» Pourtant, poursuit-il, «la libéralisation et la mondialisation introduisent le principe de l'inégalité structurelle au lieu de la cohésion sociale».

Le directeur du *Monde diplomatique* s'inquiète du fait que le processus de libéralisation ainsi que de son aboutissement ultime, la mondialisation (qui n'est en réalité nul autre que la libéralisation mondiale), diminuent l'importance du collectif face à l'individuel. «Construire une société, c'est faire en sorte que des individus fassent partie d'une même équipe, qu'ils travaillent pour le bien de la collectivité.» Cependant, ce n'est vraiment pas ce à quoi mène la libéralisation tous azimuts. «Par définition, un marché, ça divise entre solvables et non solvables.»

C'est précisément à l'élimination du concept même de société que mènerait la mondialisation. Après tout, dit-il sur un ton ironique, «La société, ça n'existe pas, disait Mme Thatcher», déclenchant du même coup une vague de rires étouffés dans la salle. Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux États-Unis avaient été les premiers leaders politiques à mettre en place les politiques néolibérales de réduction du rôle de l'État et de déréglementation, au début des années 80.

Les néolibéraux nous offriraient une société version sélection naturelle, croit M. Ramonet. Pour eux, «la vie est une lutte, la vie est une jungle.»

Sécurité alimentaire : la mondialisation en arrière-plan

En arrière-plan du problème de la sécurité alimentaire se trouve encore une fois le phénomène de la mondialisation, selon M. Ramonet. «Les famines qui se présentent dans certains pays sont conjoncturelles», affirme-t-il, donnant les phénomènes climatiques et catastrophes naturelles comme première cause. Le reste des famines auraient «des causes politiques et économiques».

Se basant sur les statistiques de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prouvant qu'il y a assez de nourriture pour tous les habitants de la planète, il s'offusque du fait que des millions de personnes meurent encore chaque année de la faim dans le monde. S'il y a autant de nourriture «pourquoi meurt-il de

faim tous les ans 30 millions de personnes?» s'interroge-t-il. Selon lui, la volonté n'est tout simplement pas là pour régler le problème de la sécurité alimentaire une fois pour toutes.

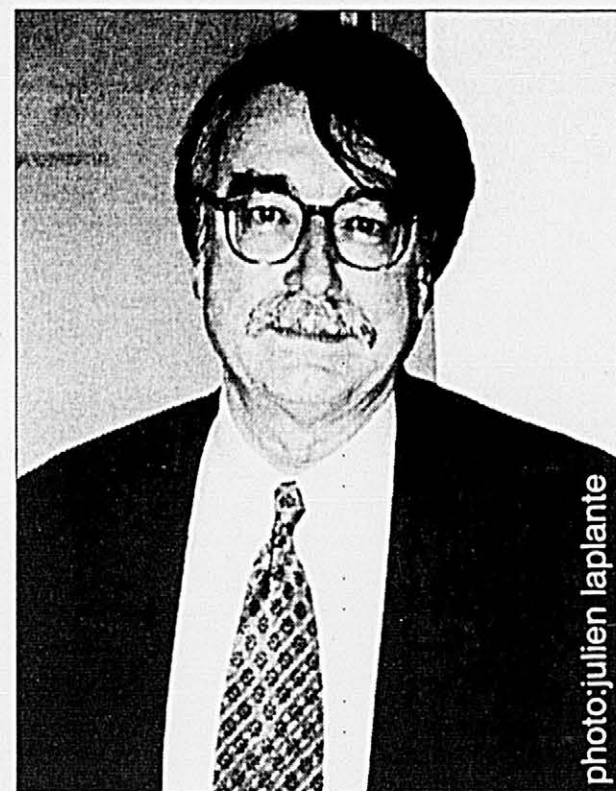
«Selon la FAO, il suffirait de 13 milliards de dollars pour régler le problème de la sécurité alimentaire. Or, 13 milliards de dollars, c'est ce que les Nord-Américains et les Européens dépensent en achat de glace chaque année», souligne M. Ramonet. «Le marché ne sait pas quoi faire des personnes qui, n'ayant pas de ressources, ne peuvent se procurer les aliments nécessaires.»

Les États riches s'en remettent donc à l'aide internationale

pour alléger les souffrances des pays pauvres. Or, cette mesure ne fait bien souvent que les enfoncer un peu plus dans le marasme. «Cette aide perturbe l'équilibre agricole local et mène à la ruine des producteurs locaux», explique-t-il. Les producteurs locaux, n'étant pas en mesure de faire concurrence aux produits bon marché qui envahissent le territoire, sont inévitable-

ment conduits à la faillite. Les pays qui reçoivent de l'aide une fois deviennent dépendants par la suite, n'ayant plus de base agricole locale. En réalité, croit M. Ramonet, «avec l'aide, on finance les agriculteurs des pays du Nord au détriment de ceux du Sud, en y déversant les surplus du Nord.»

M. Ramonet, non satisfait de critiquer, propose aussi des solutions. «On doit favoriser la production locale», dit-il. Selon lui, «des pays qu'on ne s'imaginait pas pouvoir devenir des producteurs le sont devenus», et il mentionne la Chine comme exemple. Pour l'intellectuel autant que pour le militant qu'est Ignacio Ramonet, le problème de la mondialisation reste donc entier. ☉



Ignacio Ramonet, Directeur du *Monde diplomatique*

photo: julien laplante

Délits mineurs et autres délits

Le bel âge

«Si, pour vous, désir ne rime plus avec plaisir, votre médecin a des solutions.» Cette publicité mystère, déployée à grand budget dans La Presse et L'Actualité ces dernières semaines, est de Pfizer, le fabricant de Viagra. Mystère, car le nom du fabricant n'est pas mentionné, la loi canadienne interdisant la promotion de médicaments vendus sous ordonnance. Les compagnies ont le choix: ou bien elles nomment le produit sans identifier le problème qu'il traite (!), ou bien elles décrivent le problème sans nommer le médicament qu'elles produisent. C'est ce que fait Pfizer en référant à un discret service téléphonique. Moyennant des frais de 2,99 la minute? — Isabelle Gagné

Complot du Non, prise 2

Ottawa a haussé le nombre d'attributions de la citoyenneté canadienne au Québec de 23 800 à 43 900 entre 1993 et 1995, dont 11 400 en octobre. Pour la première fois (et plus jamais depuis), le Québec dépassait l'Ontario en ce domaine. Dès 1996, les attributions chutaient de 39 p. cent. Comment expliquer ces preuves fournies par un document confidentiel mises en lumière à la fin de la semaine, sinon par une concertation du NON? — Ig

La Police, le retour?

«Un faible taux de participation à un scrutin indique que peu de gens sont allés voter.» — Al Gore, vice-président américain (source L'Actualité, 15 nov. 99) — aude maltais-landry

La tétée à une Barbie

Don Harris, directeur d'une agence de mannequins, a lancé sur Internet (www.ronharris.com) la vente aux enchères d'ovules de ses mannequins. Regardez la «maman» et payez 15 000 dollars US pour un micron! Envie d'une Cindy Crawford Junior? — François Caron

Fumées secondaires

On sait tous que le tabagisme est très néfaste pour la santé, mais nos amis les fumeurs voudront-ils enfin reconnaître qu'il peut aussi avoir des effets dévastateurs sur leur libido? Une étude récente en est venue à la conclusion que le tabac et le sexe, c'est comme l'alcool et le volant: on ne mélange pas ça. Selon nos valeureux (et vicieux, il va sans dire) chercheurs, le fumeur moyen se contenterait en moyenne de seulement six relations sexuelles par mois, tandis que le non-fumeur en réclamerait rien de moins que le double—faites le calcul! Qui plus est, le taux de satisfaction suite à une relation sexuelle varierait considérablement entre fumeurs et non-fumeurs, les premiers accordant en moyenne une note de cinq sur dix à leurs ébats alors que les non-fumeurs — d'éternels optimistes, on le sait — se donneraient en moyenne neuf sur dix. De quoi en faire réfléchir plus d'un sur sa prochaine conquête! — Sylvain Larocque

McGill oublie de facturer certains frais approuvés lors des derniers référendums

Une communication déficiente des résultats des derniers référendums étudiants entre les associations étudiantes mcgilloises et le bureau de la Doyenne aux étudiants aurait mené, selon le McGill Tribune, à un manque à gagner de près de 500 000 dollars pour trois associations étudiantes.

Au printemps 1998, les associations étudiantes de premier cycle des facultés de Management, des Arts et des Sciences avaient tenu des référendums pour renouveler leurs «improvement funds». Bien que les propositions présentées lors de ces consultations aient été approuvées majoritairement par les électeurs, McGill n'aurait jamais facturé aux étudiants de ces facultés les frais auxquels ils avaient consenti.

«À un moment donné, la communication a failli, et l'Université a oublié de recueillir les 40 dollars par semestre l'an dernier», a reconnu Arjuna Rajasingham, vice-président aux communications du Management Undergraduate Society (MUS). Ce montant correspond à la cotisation de chaque étudiant au fond de développement pour les ordinateurs du MUS, dont l'argent recueilli sert à acheter de l'équipement informatique pour le laboratoire Sandiford et à l'entretenir.

La doyenne aux étudiants, Rosalie Jukier, a nié avoir même été mise au courant des résultats des référendums. Selon elle, les associations étudiantes ne les ont pas communiqués correctement à son personnel. Au service de comptabilité de McGill, on prétend également ne pas avoir été informé de la tenue des référendums.

La MUS a pu compenser son manque à gagner en faisant appel à des donateurs privés et de l'université (70 000 dollars), en contribuant elle-même 35 000 dollars et en recevant le même montant de la faculté de management.

Au Arts Undergraduate Society, on reconnaît sans détour avoir commis une «très mauvaise erreur» en ne rapportant pas les résultats du dernier référendum

annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiants et employés de McGill (avec carte): \$4.75 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$6.00 par jour, \$5.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS et TVQ). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAÎTRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

OFFRES D'EMPLOI

École des Maîtres

Cours de formation barman(aid) et serveur. Rabais étudiant, programme de placement. 849-2828

TRAITEMENT DE TEXTE

Success To All Students

WordPerfect 5.1 Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 31 years experience. \$1.25/D.S.P. (same day \$1.50) 7 Days/week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638.

C O U R S

Come and practice your French with francophones. Bilingual Club. Half and half (450) 465-9128.

Travel-Teach English.

5 day/40 hr OTT. Oct 13-17. TESOL teacher cert. course (or by corresp.) 1000's of jobs available. NOW. Free info pack, toll free 1-888-270-2941.

SERVICES OFFERTS

Massage de relaxation musculaire (sérieux) Prix spécial 25\$ duree 1 heure 30m. Pour femme seulement, disponible 7 jours, possible service à domicile. 272-3513 Pageite 854-8987



tenu sur le Arts Improvement Funds (24,50 dollars par semestre), qui vise à améliorer le laboratoire informatique des Arts et la bibliothèque, et à financer divers projets. L'association aurait perdu l'équivalent de 250 00 dollars, mais elle a reçu un prêt du même montant, ce qui a permis d'éviter que des services ne soient pas offerts. La Science Undergraduate Society (SUS) aurait perdu 118 000 dollars pour les mêmes raisons. — Sylvain Larocque

Ma formation EN PRISE DIRECTE AVEC LE MONDE



Des programmes d'études thématiques : collaborations privilégiées avec le milieu.

Un programme de soutien financier attrayant : bourses de l'INRS et bourses d'excellence.

Une formation adaptée au marché : taux de placement très élevé.

La formation de 2^e et 3^e cycle à l'INRS

- sciences de l'eau
- sciences de l'énergie et des matériaux
- sciences de la terre
- sciences biomédicales
- technologie de l'information
- télécommunications
- génie logiciel
- études urbaines

Aussi stages et études postdoctorales dans chaque domaine



Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

La science en ACTION pour un monde en ÉVOLUTION

Informations Téléphone : (418) 654-2500 www.inrs.quebec.ca
Sans frais : 1 877 326-5762

Jeunes demandés!



Tu as entre 18 et 24 ans? Tu es énergique et dynamique? Alors, tente ta chance de devenir membre de l'équipe nationale de La randonnée du futur.

Une aventure extraordinaire t'attend dans la capitale du Canada, du 28 juin au 3 juillet 2000!

Pour t'inscrire, visite le site
www.randonnee2000.com
Renseignements : 1 800 465-1867

P.-S. — Dépenses payées.



Commission de la capitale nationale

National Capital Commission

Canada



Sympathique Mordecai

par antoine legendre

Il y avait foule mardi soir dernier à la salle Pollack pour la conférence de l'écrivain montréalais Mordecai Richler. C'est avec beaucoup d'humour et un brin d'humilité que le célèbre artiste s'est adressé à un auditoire conquis d'avance. À l'initiative du département des études juives de McGill, monsieur Richler venait entretenir les gens sur la question de «l'éducation juive au Québec».

Mordecai Richler est un personnage ambigu au Québec. Fidèle à sa réputation, il commença sa conférence en parlant de la controverse qui l'a souvent entouré. Bien que ses qualités d'écrivain n'aient jamais été remises en cause, plusieurs ont contesté ses opinions politiques. Il nous a donc parlé de certains démêlés qu'il aurait eus avec le journal *Le Devoir* il y a quelques années.

Il déclare que ses propos furent souvent mal cités ou encore mal interprétés, ce qui a contribué à alimenter la polémique à son sujet. Mais, chose étonnante, il nous apprend que la communauté juive de Montréal a quelquefois aussi été indisposée par ses déclarations. Richler croit que toutes ces controverses furent davantage l'affaire de mauvaises interprétations de ses propos, et il ne semble pas s'en inquiéter outre mesure.

La conférence fut surtout pour monsieur Richler l'occasion de partager certains aspects de sa jeunesse en contexte montréalais en y allant de plusieurs anecdotes personnelles qui firent souvent sourire l'auditoire.

Il raconte tout d'abord son enfance rue St-Urbain dans une famille de la classe ouvrière de Montréal. Il parle de son expérience scolaire des premiers temps, de ses premiers contacts avec la poésie, de l'étude de la culture de ses ancêtres ainsi que de sa découverte de la musique classique. En 1944, les messages radiophoniques de propagande de guerre étaient précédés de quelques notes de musique classique. Ému par une de ces ébauches de mélodie, il s'enquit de l'identité du compositeur de l'œuvre. C'est ainsi qu'il devait être initié à l'art de Beethoven.

Cette enfance passée dans le milieu juif de Montréal n'échappait cependant pas à la «lourdeur» politique et sociale qui pesait sur la «priest ridden province» du temps de Duplessis. En partie à cause de cette atmosphère, l'écrivain est d'avis que Montréal était, à l'époque, «éloignée des cités qui éclairent le monde» comme New York, Londres ou Paris. Il ressort de ses propos que les années quarante au Québec furent incontestablement empreintes d'une idéologie clérico-conservatrice qui ne pouvait qu'indisposer l'âme d'un jeune artiste.

À l'âge de dix-neuf ans, abandonnant ses études au Sir George Williams College, l'écrivain part pour l'Europe, déterminé à aller tenter sa chance dans des milieux plus réceptifs à son art. Le monde canadien de l'édition, à l'époque, n'offrait que peu de possibilités. Même à Toronto, le dynamisme était plutôt restreint et les chances de percer, médiocres. Plutôt que de dilapider ses énergies dans ce milieu limité et figé, il opta pour l'exil. Il suivit ainsi les enseignements du vieil adage qui veut que nul ne soit prophète dans son pays.

Les relations de l'écrivain avec les francophones du Québec furent longtemps cahoteuses. Dans sa jeunesse, il a tôt fait de percevoir une barrière infranchissable entre les Québécois francophones et sa communauté. Il déclare ne jamais avoir bien compris cette rivalité qui isolait ces deux peuples pourtant appelés à vivre côte à côte. Sa communauté partageait, à son avis, plusieurs des préoccupations chères aux «French speaking people».

Que ce soit le sentiment de vulnérabilité culturelle, le souci de protection de la langue ou encore la position de minorité dans un monde anglo-saxon, tout semblait fait pour favoriser le rapprochement. Richler pointe du doigt le facteur de l'antisémitisme latent qui sévissait dans le Québec de l'époque pour expliquer en partie la rivalité. Mais les exemples qu'il donne des manifestations de cet antisémitisme peuvent parfois pêcher par manque de poids. En effet, monsieur Richler suggère qu'une croix gammée dessinée pendant la guerre sur un arbre le long de la route du Nord permettrait d'inférer que l'ensemble d'un peuple est rongé par l'antisémitisme. Bien sûr, il ne faut pas oublier l'esprit polémique propre au personnage. Il demeure que Mordecai Richler aura quand même réussi à lier une solide relation d'amitié avec au moins un francophone au cours de sa jeunesse. Il s'agit du pharmacien du coin qui l'accueillait avec le sourire et lui fournissait tout ce dont il avait besoin pour fabriquer avec ses copains «the ultimate stink bomb».

L'artiste ne pouvait traiter de sa jeunesse sans aborder les questions entourant son art et sa passion pour l'écriture. À ce sujet, il ressort que Mordecai Richler semble toujours avoir le feu sacré. Il déclare que l'écriture est maintenant devenue une habitude bien ancrée dans son existence. Il s'agit d'un automatisme, d'une façon de vivre devenue indissociable de sa personne. Très tôt, par le biais de son goût prononcé pour la lecture, il s'était aperçu du caractère sérieux de l'entreprise littéraire. Aujourd'hui plus que jamais, l'écrivain prétend que son art est une forme élevée de l'expression des réalités humaines.

De plus, en tant qu'artiste parvenu à une certaine maturité, il affirme que l'écriture est un art difficile et qui demande un engagement de tous les instants. C'est avec une grande humilité qu'il reconnaît toujours être à la recherche de l'œuvre qu'il pourra inscrire dans la postérité: «Je ne pourrai m'arrêter d'écrire tant que je n'aurai pas atteint mon but ultime qui est d'écrire une œuvre si achevée qu'elle se fixera naturellement dans la mémoire collective...». ☉



Les étudiants québécois en ont assez des coupures budgétaires en éducation et des hausses des droits de scolarité. Résultat: grève de deux jours à Concordia la semaine passée et grosse manifestation étudiante dans les rues de Montréal mercredi dernier.

«On veut étudier, on ne veut pas s'endetter!»

En effet, plusieurs centaines d'étudiants universitaires et du collégial - le grand nombre de manifestants a surpris tout le monde, y compris les organisateurs -, principalement originaires de la région de Montréal, ont envahi les rues du centre-ville le 3 novembre dernier afin de revendiquer, entre autres, la gratuité scolaire, la fin de l'endettement étudiant ainsi qu'un refinancement massif de l'éducation. Selon le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE), le gouvernement provincial aurait coupé près de 1,9 milliard de dollars en éducation depuis 1994. Jean-René Lévesque, du MDE, a indiqué qu'il était «important de sortir rapidement, car il y aura un choix de société à faire quant à l'utilisation des surplus budgétaires, si chaudement disputés. Les étudiants doivent dire leur mot dans ce débat.»

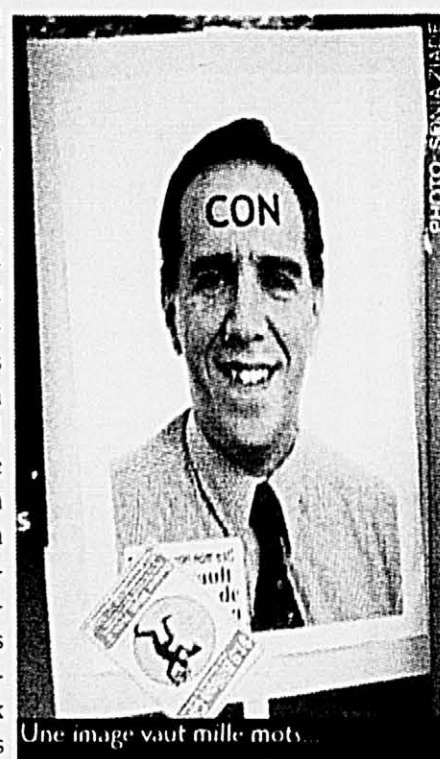
C'est ainsi que, parti des «Roddick Gates» vers 14h30, un petit groupe d'étudiants s'est dirigé vers l'Université Concordia qui venait de voter à 91 p. cent en faveur d'une grève de deux jours en signe de protestation contre la pauvreté étudiante. Après être revenus envahir le campus de McGill (malgré l'opposition des deux gardes à l'entrée), les manifestants, déjà

«bourreau», etc.) On s'en est aussi pris aux corporations et aux multinationales en passant devant les McDonald's et les banques: «Des sous pour l'école, pas pour les monopoles!»

Et McGill dans tout ça?

Avec son petit groupe d'à peine cinquante étudiants, McGill s'est fait remarquer par son manque d'implication, son association étudiante (AÉUM) n'ayant elle-même aucunement eu l'intention de participer au rassemblement. À cela, le président Andrew Tishler répond qu'ils n'ont pas été invités, ne faisant pas partie des associations (FCÉE-Q et MDE) à l'origine de la manifestation. Néanmoins, Jean-René Lévesque m'a assuré du fait que l'AÉUM avait été invitée, tout en

précisant qu'ils ne sont pas souvent enclins à participer aux manifestations, étant plus attirés par des méthodes plus conservatrices (lobbying, etc.). D'ailleurs, le Post-Graduate Students' Society (PGSS) de McGill (représentant les étudiants de 2ème et 3ème cycles) a également retiré son appui au mouvement de protestation. M. Tishler a toutefois ajouté que l'AÉUM préfère s'engager dans des mouvements (incluant les manifestations) dont les enjeux sont clairs, alors que la marche du 3 novembre, c'était



Une image vaut mille mots.

selon lui beaucoup faire une «manif» pour faire une «manif». En effet, beaucoup de jeunes (dont plusieurs anarchistes) ont déambulé dans les rues du centre-ville juste pour le «trip» de faire du bruit ou de manquer des cours. Combien d'entre eux étaient vraiment présents dans le but de dénoncer la pauvreté étudiante? Difficile à dire. Chose certaine, les événements de la semaine dernière démontrent que la jeunesse d'aujourd'hui est désabusée face à la politique québécoise, notamment en éducation. ☉

Dans leurs slogans, les jeunes s'en sont pris directement au Parti québécois, «le parti bourgeois», et plus précisément au ministre de l'éducation, François Legault, que l'on a traité de tous les noms («trou de cul», «con»,